

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 29

Objet de la délibération : Coordination
Administrative et Etudes - Mise à
disposition de locaux entre la commune
d'Antibes et la CASA - Convention

<div><div><div></div></div><div>Original</div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div><div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div></div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : BC.2020.029

Date de la convocation :
Le 14/01/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **30 JAN. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **30 JAN. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 janvier 2020

L'an deux mil vingt et le 20 janvier à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER

Monsieur ETORE,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale pour la République, dite loi « NOTRe », ayant modifié l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « assainissement des eaux usées » à compter du 1^{er} janvier 2020, laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées,

Vu la délibération n° CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019, par laquelle le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. s'est prononcé favorablement à ce transfert.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. est donc compétente de plein droit en lieu et place des 24 Communes membres.

Pour l'exercice de la compétence Assainissement des Eaux usées, et afin d'optimiser la gestion des ressources publiques et de contribuer à la réalisation d'économies, la Commune d'Antibes met à disposition de la C.A.S.A. les locaux actuellement occupés par les agents d'Antibes affectés à cette compétence. En effet, la C.A.S.A. ne dispose pas de locaux permettant d'accueillir lesdits agents transférés.

Ainsi, la Commune d'Antibes met à disposition de la C.A.S.A. les locaux détaillés ci-après et selon les conditions financières ci-après définies :

- Site Allée des Terriers : redevance d'un montant de **47 000 €**
- Site du Vieux chemin de Saint Jean : redevance d'un montant de **30 000 €**
- Site des Trois Moulins : mise à disposition à titre gracieux

La redevance annuelle d'occupation du domaine public a été calculée selon les m² des espaces mis à disposition par la Commune d'Antibes.

L'ensemble des dispositions relatives à la mise à disposition des locaux est défini dans la convention dont le projet est joint en annexe.

Ces locaux n'étant pas affectés en totalité à la compétence transférée, ils sont exclus de fait des procès-verbaux de mise à disposition qui seront établis en application des dispositions des articles L. 5211-5 III et L. 1321-1 du C.G.C.T.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention de mise à disposition entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur Christophe ETORE Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement à signer ladite convention.

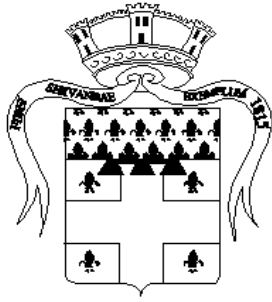
LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de mise à disposition entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur Christophe ETORE Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 janvier 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Convention de mise à disposition de locaux entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A.

Entre les soussignés :

La Commune d'Antibes Juan les Pins, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 ANTIBES, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, agissant sur le fondement de l'article L.2122.22 5 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du conseil municipal en date du 7 avril 2014, portant délégation du Conseil Municipal au maire sur le fondement de l'article susvisé ;

Et ci-après dénommé : **Commune d'Antibes**,

D'une part,

Et :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-président délégué à l'Eau et l'Assainissement Monsieur Christophe ETORE, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 janvier 2020 ;

Et ci-après dénommé : **C.A.S.A.**,

D'autre part,

Préambule

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale pour la République, dite loi NOTRe, a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « assainissement des eaux usées » à compter du 1^{er} janvier 2020, laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées,

Vu la délibération n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019, par laquelle le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. s'est prononcé favorablement à ce transfert.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. se verra donc transférer cette compétence de plein droit par ses vingt-quatre (24) communes membres.

Pour l'exercice de la compétence Assainissement des Eaux usées, et afin d'optimiser la gestion des ressources publiques et de contribuer à la réalisation d'économies, la Commune d'Antibes met à disposition de la C.A.S.A. les locaux actuellement occupés par les agents d'Antibes affectés à cette compétence. En effet, la C.A.S.A. ne dispose pas de locaux permettant d'accueillir lesdits agents transférés.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition des locaux listés ci-après entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A. pour les besoins de la Direction Assainissement.

Article 2 : Désignation des locaux

Commune	Bénéficiaire	Adresse	Surface occupée
Antibes-Juan les Pins	C.A.S.A.	1750, Allée des Terriers	288 m ²
Antibes-Juan les Pins	C.A.S.A.	Vieux chemin Saint Jean	Parcelles cadastrales BL 411 et BL 410 (893 m ²)
Antibes-Juan les Pins	C.A.S.A.	100, rue Henri Laugier Dit site des Trois Moulins	386 m ²

Article 3 : Destination

Les biens désignés à l'article 2 de la présente convention sont des biens communaux ou des biens loués à un tiers par la commune d'Antibes, mis à disposition de la C.A.S.A. par la ville d'Antibes pour l'exercice de la compétence Assainissement des Eaux usées.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter du 1^{er} janvier 2020. Elle est reconductible tacitement quatre (4) fois, par période d'un (1) an, pour une durée maximale de cinq (5) ans.

Elle pourra être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties.

Elle peut être dénoncée par les parties, chaque année, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée trois mois au moins avant la date anniversaire de la présente convention.

Article 5 : Etat des lieux

Les biens mis à disposition présentent un état général qui n'appelle aucune observation particulière.

Lors de la mise à disposition des biens, un état des lieux sera établi et servira de base pour l'état des lieux de restitution des biens.

Article 6 : Conditions financières

La mise à disposition définie à l'article 1 de la présente convention est consentie, pour certains sites, moyennant une redevance annuelle. Cette redevance a été calculée en fonction des m² occupés par la C.A.S.A.

Propriétaire	Bénéficiaire	Adresse	Surface occupée	Redevance due par le bénéficiaire
Antibes-Juan les Pins	C.A.S.A.	1750, Allée des Terriers	288 m ²	47.000 €
Antibes-Juan les Pins	C.A.S.A.	Vieux chemin Saint Jean	Parcelles cadastrales BL 411 et BL 410	30.000 €
Antibes-Juan les Pins	C.A.S.A.	100, rue Henri Laugier Dit site des Trois Moulins	386 m ²	Néant

Cette redevance est payable annuellement dès réception du titre de recettes émis par la Commune d'Antibes. Elle sera indexée en fonction l'indice du coût de la construction en vigueur au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Tous les frais de fonctionnement du local (l'eau, l'électricité, le téléphone et tous autres abonnements) sont compris dans la redevance.

Article 7 : Assurance

La C.A.S.A. devra s'assurer, selon les principes de droit commun :

- pour les risques locatifs liés à la mise à disposition des biens désignés dans la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers ;
- ses propres biens.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable.

Article 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

Article 9 : Modifications de la convention

La présente convention pourra être modifiée à tout moment par avenant avec l'accord des parties.

Article 10 : Règlement des litiges

Pour l'exécution de la présente convention ou en cas de litiges qui en résulteraient, la Commune d'Antibes et la C.A.S.A. conviennent d'engager une tentative de conciliation avant tout recours contentieux.

A défaut, il conviendra de saisir le Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux (2) exemplaires originaux à Sophia-Antipolis, le

Le Maire d'Antibes Juan les Pins,

**Le Vice-Président délégué à l'Eau et
l'Assainissement de la C.A.S.A.,**

Jean LEONETTI

Christophe ETORE

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/01/2020
Numéro : BC_2020_029
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de locaux entre la commune d'Antibes et la CASA - Convention
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : vnga5CV

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 30/01/2020
Identifiant : 006-240600585-20200120-BC_2020_029-DE

Acte reçu

Date : 20/01/2020
Numéro interne : BC_2020_029
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise À disposition de locaux entre la commune d'Antibes et la CASA - Convention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200120-BC_2020_029-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20200120-BC_2020_029-DE-1-1_2.PDF

N